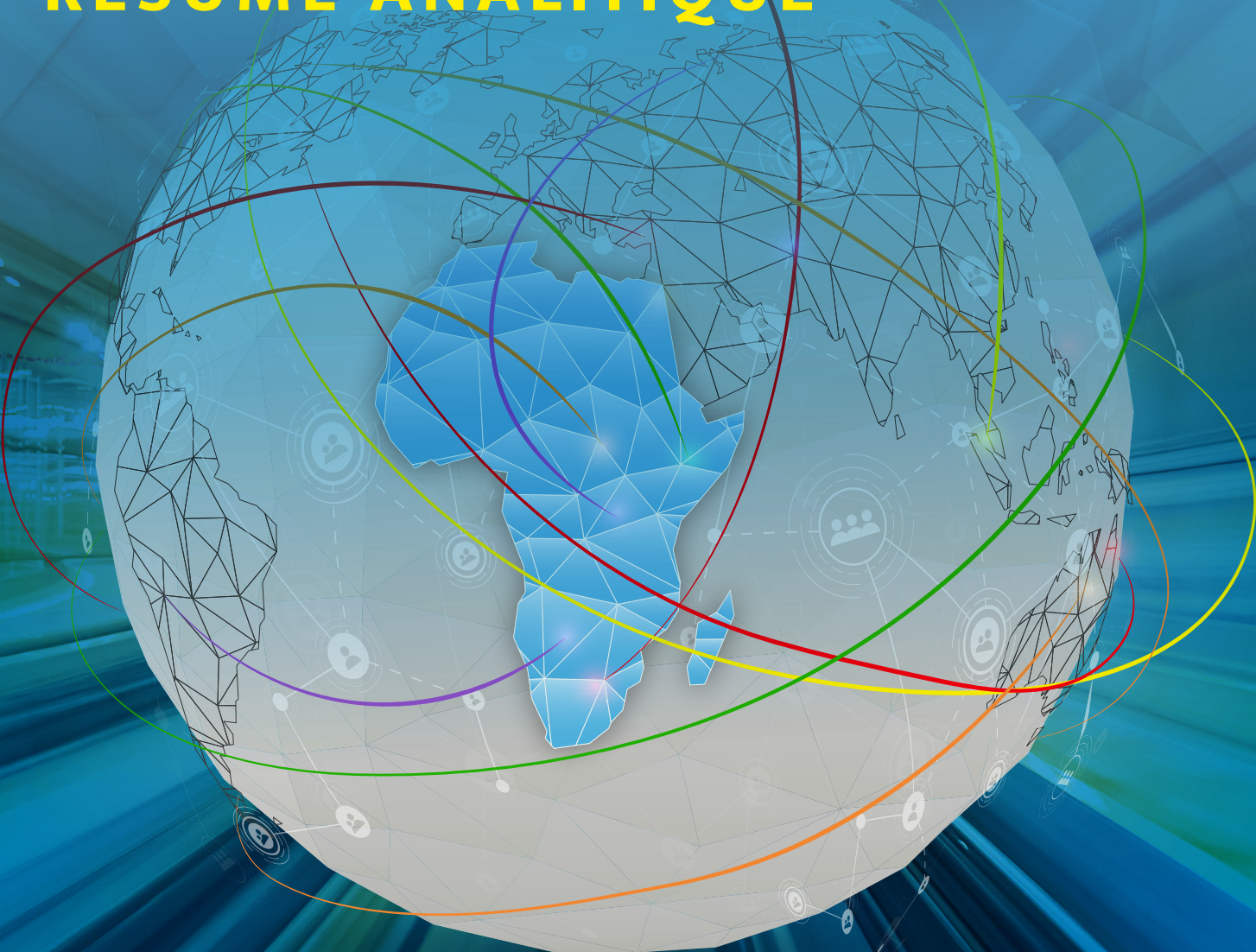


ENCADRER, CARTOGRAPHIER ET GÉRER LES POLITIQUES NUMÉRIQUES TRANSFRONTALIÈRES EN AFRIQUE

RAPPORT SUR LA SITUATION RÉGIONALE DE
INTERNET & JURISDICTION POLICY NETWORK

RÉSUMÉ ANALITIQUE



INTERNET &
JURISDICTION
POLICY NETWORK

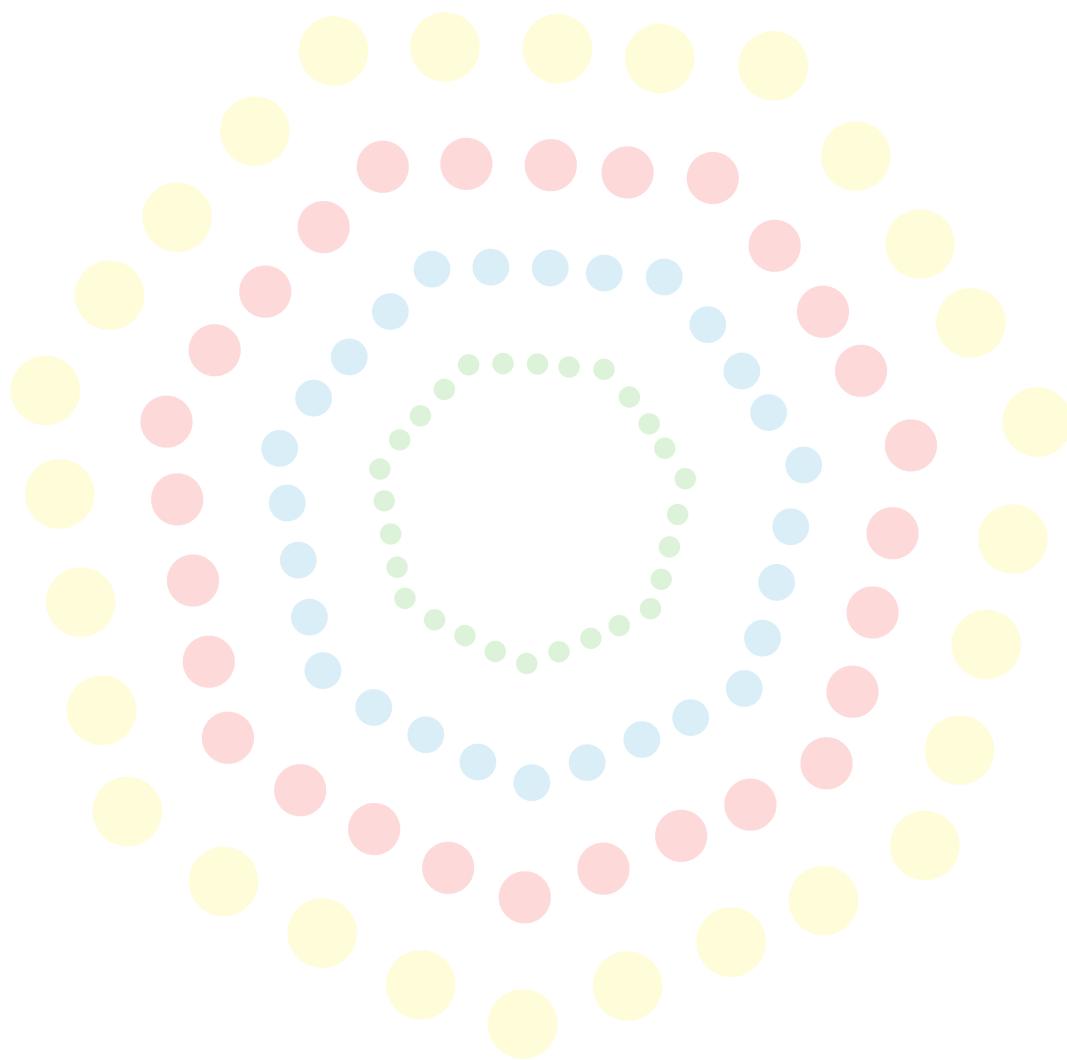


german
cooperation

DEUTSCHE ZUSAMMENARBEIT

Supported by

giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH



Le présent rapport a été commandé par le Secrétariat de Internet & Jurisdiction Policy Network (I&JPN) et rédigé par une équipe de recherche de [Research ICT Africa](#) (RIA) sous la supervision de Dr Alison Gillwald entourée des chercheurs Andrew Rens, Dunia Prince Zongwe et Hanani Hlomani et avec Naila Goven-Vassen à la gestion de projet.

Celui-ci constitue la meilleure tentative de cartographie de l'écosystème et des tendances actuelles en Afrique de l'auteur à partir de recherches documentaires, d'enquêtes et d'entretiens avec les parties prenantes. S'agissant toutefois d'une première base de référence régionale en ce qui concerne l'état des politiques numériques (et des données) transfrontalières en Afrique, l'exhaustivité de l'information ne peut être garantie.

I&JPN est reconnaissant à la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) qui a permis la production du présent rapport au nom du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ).

Les points de vue exprimés dans ce document et reproduits sans révision formelle sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Secrétariat de Internet & Jurisdiction Policy Network, des intervenants auprès de Internet & Jurisdiction Policy Network, et des soutiens financiers du rapport.

Le rapport a été conçu par Hubble Studios, Afrique du Sud.

CITATION DU RAPPORT ET DROITS D'AUTEUR

Internet & Jurisdiction Policy Network (2022). «Encadrer, cartographier et gérer les politiques numériques transfrontalières en Afrique: rapport sur la situation régionale de Internet & Jurisdiction Policy Network».

Ce travail est sous licence internationale Creative Commons Attribution-Pas d'utilisation commerciale-Partage dans les mêmes conditions 4.0.



AVANT - P R O P O S

L'élaboration de politiques numériques transfrontalières inter opérables représente un défi politique de plus en plus complexe, mais constitue une priorité pour tirer parti des technologies numériques et de l'économie des données afin d'améliorer les sociétés et d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD).

Au cours des dix dernières années, Internet & Jurisdiction Policy Network s'est efforcé de soutenir la coopération multipartite entre les secteurs et entre les régions. Il apparaît de plus en plus nécessaire, pour élaborer des solutions politiques évolutives et cohérentes, d'acquérir une compréhension globale de l'écosystème numérique, particulièrement complexe et dynamique et composé de multiples acteurs, d'initiatives et de tendances au sein des nombreux objectifs et silos politiques transversaux et souvent concurrents.

Des approches politiques nouvelles et innovantes sont plus que jamais nécessaires pour faciliter le partage des données, tirer parti des technologies numériques et espérer ainsi atteindre les ODD. Ceci est particulièrement évident en Afrique, où, comme dans d'autres régions du monde, la transformation numérique des économies, des gouvernements et des sociétés s'accélère considérablement depuis la pandémie de COVID-19.

Dans le contexte des cadres stratégiques ambitieux de l'Agenda 2063, de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et du Cadre stratégique de l'UA en matière de données approuvé récemment, nous avons entrepris de permettre un échange de connaissances entre parties prenantes dans la région au fur et à mesure que celles-ci encadrent, cartographient et répondent aux défis transfrontaliers en matière de politique numérique, et ceci par le biais de la méthodologie collaborative de Internet & Jurisdiction dans le Rapport sur la situation régionale en Afrique.

Rédigé par Research ICT Africa, le présent rapport s'appuie sur la méthodologie unique de Internet & Jurisdiction Policy Network pour mutualiser les connaissances des principales parties prenantes de la région, à savoir les

États, les entreprises, les opérateurs techniques, les organisations internationales, les universités et la société civile, au moyen d'entretiens, d'enquêtes et d'ateliers. Il s'agit d'un prolongement au niveau régional du Rapport sur la situation mondiale 2019 de Internet & Jurisdiction qui avait été suivi par le Rapport sur la situation régionale de la CEPALC d'Internet & Jurisdiction en 2020.

Le rapport explore les raisons qui sous-tendent l'importance d'une coordination des politiques pour la construction d'une économie numérique inclusive et dynamique en Afrique. Il identifie les principales tendances qui prennent forme dans la région et présente les opportunités et les défis à prendre en compte par les gouvernements, le secteur privé et les acteurs de la société civile.

L'analyse présente les perspectives régionales des parties prenantes et identifie les moyens de gouverner de manière coopérative les questions numériques transfrontalières. L'un des messages clés du rapport sur la situation régionale est que la mise en œuvre graduelle des politiques numériques transfrontalières doit progresser vers une harmonisation et tenir compte des capacités de développement et de chaque contexte national sans exiger une conformité simultanée.

En présentant les principales tendances concernant la gestion des questions de politique numérique sur le continent, le rapport entend fournir aux décideurs politiques en Afrique et dans le monde une base de référence qui améliore leur compréhension des opportunités et des défis actuels alors que l'Afrique cherche à développer des innovations politiques et techniques pour tirer profit de l'économie numérique en vue d'un développement durable et inclusif. Nous espérons que ses résultats contribueront au projet continental plus large d'harmonisation des politiques de données envisagé dans la Stratégie de transformation numérique de la Commission de l'Union africaine.

Alors que l'Afrique cherche à construire sa trajectoire et à renforcer sa voix régionale dans les débats politiques mondiaux, nous espérons que ce rapport et la communauté qui a contribué à son élaboration apporteront un soutien au dialogue et à la recherche factuelle à venir pour favoriser la coordination des politiques numériques transfrontalières dans la région.



Martin Hullin

Directeur exécutif adjoint

Internet & Jurisdiction Policy Network

T A B L E D E S M A T I È R E S D U R A P P O R T C O M P L E T

AVANT-PROPOS

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

REMERCIEMENTS

INTRODUCTION

- Le défi de la numérisation et de la donnéification
 - Données et création de valeur
 - Aperçu de la politique africaine
- La nécessité du rapport
- Méthodologie
 - Échéances
- Processus d'engagement et échéances
- Premiers résultats

1. CONTEXTE STRATÉGIQUE

- I. Réponse politique africaine
- II. La zone de libre échange continentale africaine (ZLECAf)
- III. Protection des données et vie privée
 - a. Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel (Convention Malabo)
 - b. Acte additionnel relatif à la protection des données à caractère personnel dans l'espace de la CEDEAO
 - c. Cyberdroit et cybercriminalité
 - i. Cadre de la Communauté d'Afrique de l'Est relatif aux cyberlois de 2008
 - ii. Loi-type de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe pour l'harmonisation des politiques en matière de TIC en Afrique Subsaharienne de 2013
- IV. Droit de la propriété intellectuelle
 - a. Droit d'auteur
 - b. Protection sui generis des données issues des bases de données non originales
 - c. Droit des brevets
 - d. Protection des secrets commerciaux
- V. Droit de la concurrence

2. TENDANCE ACTUELLES EN AFRIQUE

- I. Environnements de confiance
 - a. Coupures d'Internet
 - b. Désinformation
 - c. Fake news
 - d. Cybercriminalité et cybersécurité
 - e. Surveillance
 - f. Violences sexistes en ligne
 - g. Droits humains en ligne

- II. Économie inclusive
 - a. Concurrence
 - b. Fiscalité
 - c. Inclusion financière et argent mobile
 - d. Commerce numérique
 - e. Infrastructure
 - f. Connectivité Internet
 - g. Identité numérique
 - h. Centres de données
 - i. Gouvernance électronique
- III. Pourquoi coordonner et harmoniser les politiques numériques
 - a. Les raisons d'une coopération
 - b. L'influence externe sur la réglementation et les politiques africaines
 - c. Un discours unique dans les forums politiques mondiaux
 - d. La nécessité d'un métarécit

3. SOLUTIONS EN AFRIQUE

- I. Développer des infrastructures partagées
- II. Normes juridiques harmonisées
 - a. La possibilité de coordination offerte par la zone de libre-échange continentale africaine
 - b. La nécessité pour les pays africains de coopérer
 - c. Les Flux de données transfrontaliers
 - d. La protection mutuelle des données à caractère personnel
 - e. Les normes africaines pour les données non personnelles
 - f. Les Données ouvertes
 - g. La gouvernance des données communautaires
 - h. L'expérimentation dans des bacs à sables transfrontaliers pour les données

ALLER PLUS LOIN

REFERENCES

ANNEXE A : LE PROCESSUS DE RECHERCHE

- I. Ateliers de dialogue sur les connaissances
- II. Lancement de la phase de collecte des données
 - a. Sondage en ligne Menti au FGI africain au Malawi
- III. Collecte de données
 - a. Recherche documentaire
 - b. Entretiens au plus haut niveau

ANNEXE B : PRINCIPALES ORGANISATIONS TRAVAILLANT SUR DES SOLUTIONS GLOBALES DE GOUVERNANCE DES DONNÉES EN AFRIQUE

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

EN BREF

- Les pays africains devraient renforcer leur coordination en matière de politiques de données.
- La souveraineté des données peut être obtenue sans localisation de données grâce à la protection réciproque des données personnelles et à des politiques continentales pour le partage des bénéfices.
- Les politiques en matière de données exigent des garanties en termes de protection des droits humains afin de créer un environnement en ligne fiable et fonctionnel.
- La mise en œuvre graduelle de la politique des données doit progresser vers une harmonisation et tenir compte des capacités de développement et de chaque contexte national sans exiger une conformité simultanée.
- On constate généralement un déficit de données sur le continent, plus particulièrement concernant les données précises ainsi que de structures de partage de données pouvant favoriser la réalisation des objectifs de développement durable.
- Des infrastructures de données partagées, comprenant un réseau distribué de centres de données, doivent être progressivement développées pour bénéficier des avantages d'échelle et de portée.
- Une voix africaine commune dans les forums internationaux devrait plaider pour des politiques de données qui soutiennent un développement inclusif et qui défendent les droits individuels et collectifs.

À PROPOS DU RAPPORT

Le rapport sur la situation régionale de Internet & Jurisdiction Policy Network : encadrer, cartographier et gérer les politiques numériques transfrontalières en Afrique explore la façon dont la libre circulation des flux de données transfrontaliers peut contribuer aux objectifs continentaux de développement économique et social tout en respectant les impératifs de souveraineté nationale, et en protégeant les citoyens contre tout préjudice potentiel. La recherche a débuté par l'identification des enjeux numériques transfrontaliers. Les flux de données transfrontaliers sont rapidement apparus comme le défi transfrontalier le plus crucial et le plus immédiat, bien qu'il soit sous-estimé. Par conséquent, après un aperçu général de l'état actuel de la politique en matière de données avec une cartographie des lois et des conventions dans le contexte du nouveau [cadre stratégique de l'Union Africaine en matière de données](#), le rapport met l'accent sur les questions numériques transfrontalières. L'un des objectifs centraux de cette initiative novatrice est la mise en place d'un système de données inter opérable et intégré pour un marché unique et, à terme, une harmonisation des politiques afin de favoriser le développement du continent. Toutefois, comme le soulignent les parties prenantes, le succès de ce Cadre dépendra de sa mise en œuvre au niveau continental et de sa transposition par les États membres. Des conventions numériques opportunes et nécessaires ont déjà été adoptées mais n'ont pas été ratifiées par un nombre suffisant d'États pour devenir contraignantes et n'ont donc pas été appliquées par la majorité des États membres.

En vue de relever ce défi, l'Union africaine a élaboré un plan de mise en œuvre et d'action pour les États membres et soutiendra un programme de renforcement des capacités répondant à leurs besoins. La méthode de recherche multiforme adoptée pour la première fois pour la production du rapport pionnier [Internet & Jurisdiction Global Status Report 2019](#), et déployée ensuite par le [Rapport sur la situation régionale de la CEPALC d'Internet & Jurisdiction de 2020](#), a été élargie et les conclusions de ce rapport reposent sur une contribution collaborative et un processus de révision à grande échelle combinant l'expertise des principales parties prenantes engagées dans le réseau politique Internet & Jurisdiction et ailleurs.

L'initiative vise à compléter les mécanismes continentaux déjà existants qui permettent aux parties prenantes à travers l'Afrique de partager leurs connaissances, de se consulter mutuellement, d'interagir avec les parties prenantes du monde entier et de développer une compréhension et des capacités communes sur les questions de politique numérique.

Le rapport explore les raisons pour lesquelles la coordination des politiques est importante pour construire une économie numérique inclusive et dynamique en Afrique. Il identifie les principales tendances qui prennent forme dans la région et présente les opportunités et les défis à prendre en compte par les gouvernements, le secteur privé et les acteurs de la société civile. Le rapport présente les perspectives régionales des parties prenantes et identifie les moyens de gouverner de manière coopérative les questions numériques transfrontalières. Les résultats contribueront au projet continental plus large d'harmonisation des politiques de données, d'intégration des marchés et de développement socioéconomique envisagé dans la Stratégie de transformation numérique (DTSA) de la Commission de l'Union africaine. Ses conclusions devraient trouver écho auprès des décideurs en Afrique et dans le monde.

L'introduction présente les défis propres à la numérisation et à la donnification et la méthodologie utilisée pour la recherche et décrit succinctement le processus de recherche et les premiers résultats. Le contexte politique est détaillé au chapitre 1, qui aborde les réponses politiques continentales à la numérisation et à la donnification. Un des développements politiques majeur est la création de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Le chapitre 1 explique également comment la protection des données et de la vie privée, le cyber droit et la cybercriminalité, la propriété intellectuelle et le droit de la concurrence influencent les questions numériques transfrontalières. Dans le chapitre 2, le rapport aborde les tendances actuelles des enjeux numériques transfrontaliers en Afrique. Un large éventail de tendances est examiné en fonction de descripteurs qui sous-tendent un environnement de confiance, une économie inclusive, des infrastructures et la coordination des politiques numériques. Des solutions possibles à certains des problèmes soulevés par la présente recherche sont présentées au chapitre 3, notamment le développement d'infrastructures partagées, l'harmonisation des normes juridiques, un accord sur les flux de données transfrontaliers et l'élaboration d'un récit africain commun. Les enjeux sont définis dans les conclusions du chapitre 4.

TENDANCES GLOBALES

Les recherches documentaires et la série de consultations menées lors de l'élaboration du présent rapport ont permis de dégager des tendances générales et de collecter des messages auprès de plus de 100 parties prenantes consultées.

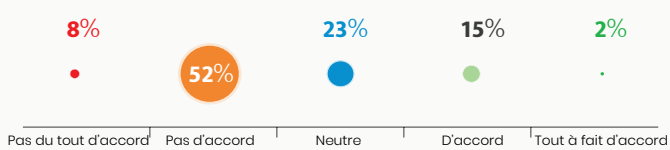
L'Afrique est confrontée aux mêmes défis que les autres régions dans le développement de ses politiques numériques

Ce rapport fait suite à deux initiatives antérieures d'Internet & Jurisdiction Policy Network: le Rapport mondial de situation 2019 et le Rapport régional de situation 2020 concernant l'Amérique latine et les Caraïbes. Plusieurs défis liés aux politiques numériques pour l'Afrique se révèlent similaires à ceux rencontrés dans d'autres régions, en particulier :

- La gestion difficile des interdépendances entre les politiques menées dans des silos distincts de connaissances d'un côté et de politiques de l'autre (p. ex., commerce, sécurité, protection de la vie privée, etc.);
- Le risque d'éventuelles incompatibilités entre les mesures unilatérales adoptées par un grand nombre de pays, dont l'effet cumulatif peut rendre certaines questions encore plus difficiles à résoudre ;
- La tension croissante entre les aspirations de protéger la libre circulation des données d'un côté et d'assurer la souveraineté numérique par des mesures telles que la localisation des données de l'autre;
- La difficulté de participer pleinement au débat mondial sur les politiques des données, largement mené par des acteurs extérieurs à la région et qui contraint les pays africains à se conformer aux normes plutôt qu'à les définir eux-mêmes ;
- La préoccupation croissante concernant la nature extractive de l'économie des données et les inégalités de richesse que ceci crée et amplifie.

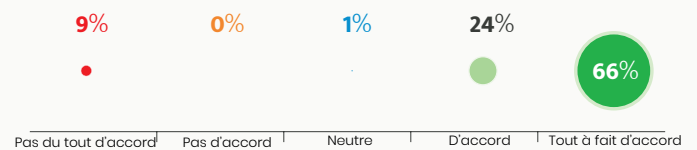
Un sujet dominant est la nécessité d'une coordination plus forte entre les pays du continent et une reconnaissance de son insuffisance actuelle.

Figure 8



Une forte coordination existe entre les pays africains sur les questions de politique numérique

Figure 9



Les pays africains doivent collaborer davantage sur les questions numériques

L'Afrique est également confrontée à des défis spécifiques

Au-delà des problèmes susmentionnés auxquels tous les pays sont confrontés, l'Afrique présente des caractéristiques spécifiques découlant de sa situation sociale et économique générale qui doivent être prises en compte lors de l'élaboration nécessaire de l'ensemble ambitieux de politiques numériques. Celles-ci comprennent:

- La **taille du continent**, au regard du nombre de pays concernés et de l'empreinte territoriale globale, avec des situations environnementales et topographiques très diverses;
- Les **niveaux très disparates de développement global**, tant entre les pays qu'à l'intérieur de ceux-ci, avec des problèmes encore massifs qui touchent les besoins primaires et les risques potentiels liés au changement climatique ;
- La **répartition géographique très inégale des populations**, avec des centres urbains denses et des populations rurales très dispersées;
- La **persistance de tensions sociétales et politiques** voire de conflits violents dans certaines parties du continent, avec trop de mesures corrélées de coupures d'Internet;
- La **coexistence d'un effort d'intégration continentale avec de multiples groupements sous-régionaux** (avec de fortes racines historiques), ce qui ajoute un niveau dans les défis de coordination;
- Le niveau de développement global et la **disponibilité inégale d'infrastructures énergétiques fiables** qui sont essentielles pour propulser l'économie numérique.

Une ambition claire en faveur de l'intégration numérique se dessine

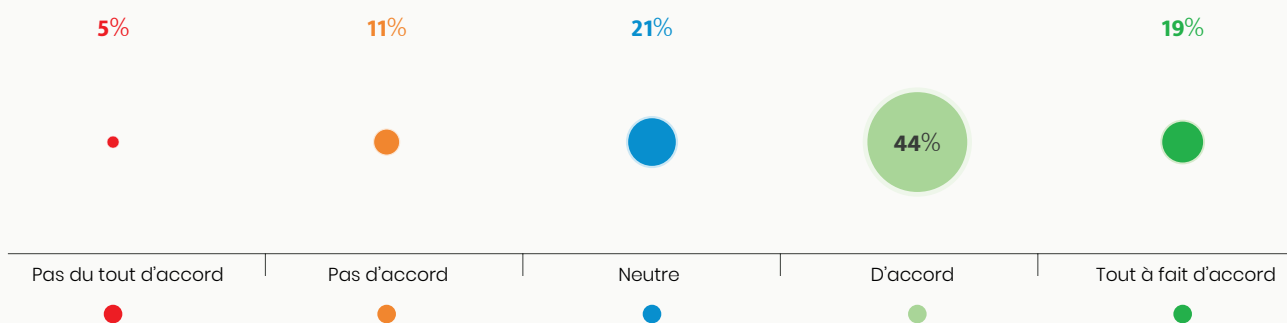
Plusieurs initiatives soulignent une prise de conscience en ce qui concerne l'importance du numérique et en particulier des politiques de données pour le développement du continent. Celles-ci témoignent de l'ambition de l'Afrique de construire une économie numérique dynamique, inclusive et intégrée offrant l'échelle et la portée nécessaires à la création de valeur à partir des données. Ces initiatives comprennent:

- [L'Agenda 2063](#), stratégie globale de développement de l'Afrique de 2013 met l'accent sur « la croissance inclusive et le développement durable » grâce à une capacité accrue en matière d'innovation, de science et de technologie;
- La [stratégie de transformation numérique de l'Union africaine](#) (UA) s'attaque aux déficits hérités du passé en matière de coopération et de cohésion continentales, et vise à établir un marché unique numérique en Afrique d'ici 2030;
- Le [Cadre stratégique pour les données](#) de l'UA fournit des recommandations détaillées pour guider la formulation des politiques nationales, renforcer la coopération entre les pays et promouvoir les flux de données intra-africains.

Parallèlement, un accord ambitieux établissant une [zone de libre-échange continentale africaine](#) (ZLECAF) a été adopté en mars 2018. Bien qu'il soit entré en vigueur en 2019 et que 44 pays l'aient déjà ratifié en 2022, les protocoles spécifiques relatifs aux politiques numériques et liés aux données sont encore en cours de négociation. Il est néanmoins à espérer que ce cadre permettra la création d'un marché unique numérique africain.

Figure 19

La ZLECAF permet l'obtention d'un marché unique numérique commun en Afrique.



Cependant, une note de prudence concernant les défis de l'harmonisation cible la faible adoption formelle de la [Convention sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel](#) de 2014 de l'UA (Convention de Malabo). En 2022, seuls 13 pays l'ont ratifiée, son entrée en vigueur étant donc repoussée.

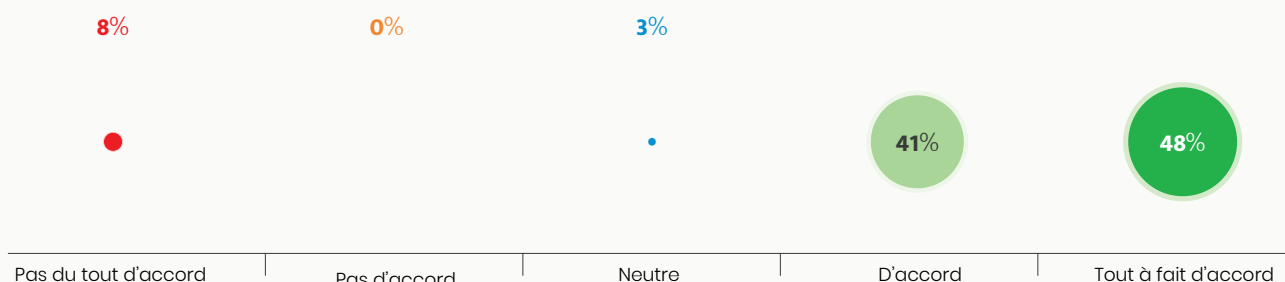
La gouvernance des données sera un élément clé, encore sous-estimé, des politiques numériques

Parmi l'ensemble de politiques visant au développement d'une société numérique plus équitable, la gouvernance des données est fondamentale pour générer une valeur sociale et économique. A cet égard, il est largement reconnu que :

- Garantir les flux de données transfrontaliers, entre pays africains mais aussi avec le reste du monde est essentiel pour le développement d'une économie numérique prospère sur le continent;

Figure 22

Les flux des données sont bénéfiques.



- Pour ce faire une convergence importante de divers cadres réglementaires garantissant des niveaux élevés de protection en termes, notamment, de vie privée, d'accès aux données à des fins répressives ou de modération des contenus est nécessaire ;
- Une attention particulière doit être accordée à la répartition équitable de la valeur créée via un partage des données entre acteurs dans des situations de déséquilibre de pouvoir.

QUESTIONS STRUCTURANTES

Les quatre questions structurantes suivantes sont proposées comme contribution au débat en cours sur les politiques numériques en Afrique. Bien que non-exhaustives, celles-ci constituent des exemples d'une approche de cadrage pour formuler, à différents niveaux, des défis communs en vue de favoriser la coopération nécessaire. La méthodologie peut être appliquée à d'autres questions.

Comment parvenir à une harmonisation?

En raison de la grande disparité des situations juridiques et de développement économique entre pays africains, il est particulièrement difficile de parvenir à une harmonisation totale. Cette difficulté persiste en outre même au sein de l'Union européenne, qui s'appuie pourtant sur des décennies de convergence entre un nombre plus restreint d'économies plus similaires entre elles, et qui bénéficie d'instruments de réglementation solides que l'Union africaine ne possède pas dans la même mesure.

La volonté de ne pas entraver les progrès dans les pays les plus avancés peut ne pas être compatible avec la volonté d'établir des règles suffisamment communes à l'échelle du continent. Une approche flexible vers une convergence progressive peut s'avérer nécessaire pour tenir compte des différentes situations sans introduire de distorsions excessives dans le paysage concurrentiel.

Un débat spécifique doit avoir lieu pour déterminer la juste combinaison d'interopérabilité juridique et d'harmonisation complète en vue de créer la coopération nécessaire entre les différents groupes de pays. Plus généralement, il apparaît essentiel que la primauté du droit et la légitimité politique continuent à être renforcées pour créer les environnements de confiance au service d'une coopération efficace.

Quelle stratégie d'infrastructure numérique?

Le succès de toute ambition numérique africaine dépend de l'accès à une infrastructure numérique fiable. Des progrès considérables ont été réalisés au cours des dix dernières années en termes de connectivité, grâce à la multiplication des câbles sous-marins reliant le continent au réseau mondial et des réseaux terrestres en interne, même si la connectivité des collectivités rurales à très faible densité reste problématique.

Cependant, la situation est très différente en ce qui concerne la localisation des **centres de données**, en raison du manque de fiabilité fréquent de l'énergie électrique, de conditions climatiques défavorables et de l'instabilité juridique et politique. Les acteurs africains compétents sont donc toujours contraints d'accéder à des services en nuage situés en dehors du continent et offrant un degré de fiabilité et de protection de la sécurité suffisants.

Une stratégie visant à développer progressivement cette couche d'infrastructure de données sur son territoire devrait faire partie intégrante de toute ambition numérique générale africaine, avec une prise en compte des emplacements optimaux pour ces centres de données, qui peuvent ne pas exister immédiatement pour tous les pays. En corollaire, la généralisation des mesures de localisation des données empêcherait la construction d'une infrastructure continentale cohérente et évolutive et nuirait au potentiel de développement de nombreux acteurs.

Comment tirer profit du partage des données à des fins de développement?

Les données sont essentielles pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), qui sont d'une importance capitale pour l'Afrique, notamment pour l'accès à l'eau, à la nourriture, à la santé ou à l'énergie, et en ce qui concerne la planification urbaine ou l'atténuation des changements climatiques.

Une stratégie de développement des données pour l'Afrique devrait renforcer les statistiques nationales fiables, normaliser des formats de données dans divers secteurs pour favoriser l'interopérabilité et la réutilisation à des fins d'analyse, encourager la création de communautés de partage de données (p.ex., mise en commun des données, collectifs, fiduciaires ou intendances) et, le cas échéant, favoriser une coopération bilatérale entre les entités privées et les autorités publiques (y compris locales).

À cet égard, le [Datasphere Governance Atlas](#) de l'Initiative Datasphere documente une série d'initiatives similaires à l'échelle mondiale qui peuvent être une source d'inspiration utile.

Comment renforcer la voix de l'Afrique dans les forums mondiaux de gouvernance des données ?

La gouvernance des données devient un sujet de premier plan dans l'agenda international. Néanmoins, ces discussions ont surtout lieu dans des forums où les acteurs africains sont absents (p. ex., G7, OCDE) ou marginalement représentés (G20), bien qu'ils représentent 17 % de la population mondiale (et 25 % d'ici 2050).

Par conséquent, les acteurs africains sont soumis à des réglementations adoptées ailleurs (notamment par l'UE). De plus, le continent dans son ensemble voit s'opposer sur son territoire les visions réglementaires concurrentes des États-Unis, de l'UE et de la Chine, complexifiant ses efforts d'intégration régionale.

L'élaboration par l'Afrique d'un discours précis sur l'avenir de la société numérique est une condition sine qua non pour renforcer sa voix dans le débat mondial. Ceci comprend en particulier : l'évaluation nécessaire par d'autres régions de l'impact extra territorial de leurs réglementations et une distribution plus équitable de la valeur sociale et économique offerte par les données de l'économie extractive actuellement.

L'Afrique ne peut développer ses stratégies numériques qu'en tenant compte du contexte mondial dans lequel le continent évolue, et de nouvelles interfaces aux processus mondiaux doivent être développées pour porter sa voix.

R E M E R C I E M E N T S

La coordination interne a été assurée par Tracy Sinkamba Faustin, coordinatrice de la recherche internationale et de la gestion de projet, avec l'aide de Joshua, consultant (Nigéria) et Waiswa Abudu-Sallam, consultant et responsable des affaires juridiques à la Commission des communications de l'Ouganda. Martin Hullin, directeur exécutif adjoint, a assuré la supervision globale, l'orientation stratégique et la rétroaction, avec le soutien stratégique supplémentaire et les contributions de Bertrand de La Chapelle, Directeur exécutif de I&JPN. L'équipe remercie également Sophie Tomlinson, directrice des communications, Natalia Loungou, coordinatrice de projet, Carolina Rossini, Directeur de la recherche et des partenariats, et Mariana Rozo-Paz, assistante de recherche, pour leur soutien rédactionnel et leurs contributions. Nous remercions également le Dr Tomiwa Illori, chercheur postdoctoral au Centre des droits de l'homme de l'Université de Pretoria, qui a contribué de manière significative au rapport, et Kunle Balogun, consultant rédacteur de contenu au Centre d'étude des économies africaines, pour ses travaux de révision.

ÉQUIPE DE RÉDACTION

AUTEUR (Research ICT Africa (RIA):

AUTEUR:

Dr Alison Gillwald

Directrice exécutive
Research ICT Africa (RIA)

AIDE À LA RECHERCHE:

Dr Andrew Rens

Chercheur principal
Research ICT Africa (RIA)

Dr Dunia Prince Zongwe Senior

Chercheur principal
Research ICT Africa (RIA)

Hanani Hlomani

Chercheur de droit
Research ICT Africa (RIA)

Naila Govan-Vassen

Gestion de projet
Research ICT Africa (RIA)

COORDINATION DU PROJET

(Internet & Jurisdiction):

Tracy Sinkamba Faustin

Coordinatrice de la recherche internationale et de la gestion de projet
Secrétariat de Internet & Jurisdiction Policy Network

AIDE À LA RECHERCHE:

Joshua Joshua

Consultant
Nigéria

Waiswa Abudu-Sallam

Conseiller principal en recherche/chef du service juridique, Commission des Communications de l'Ouganda
Ouganda

ÉQUIPE DE PROJET

(Internet & Jurisdiction):

Martin Hullin

Directeur exécutif adjoint
Secrétariat de Internet & Jurisdiction Policy Network

Bertrand de La Chapelle

Directeur exécutif
Secrétariat de Internet & Jurisdiction Policy Network

PRODUCTION:

Secrétariat de Internet & Jurisdiction Policy Network, Paris, France

ÉDITION:

Sophie Tomlinson

Directrice des communications
Secrétariat de Internet & Jurisdiction Policy Network

Natalia Loungou

Coordinatrice des événements et des communications
Secrétariat de Internet & Jurisdiction Policy Network

Carolina Rossini

Directeur de la recherche et des partenariats - Datasphere Initiative
Secrétariat de Internet & Jurisdiction Policy Network

Mariana Rozo-Paz

Assistante de recherche - Datasphere Initiative
Secrétariat de Internet & Jurisdiction Policy Network

Dr Tomiwa Illori

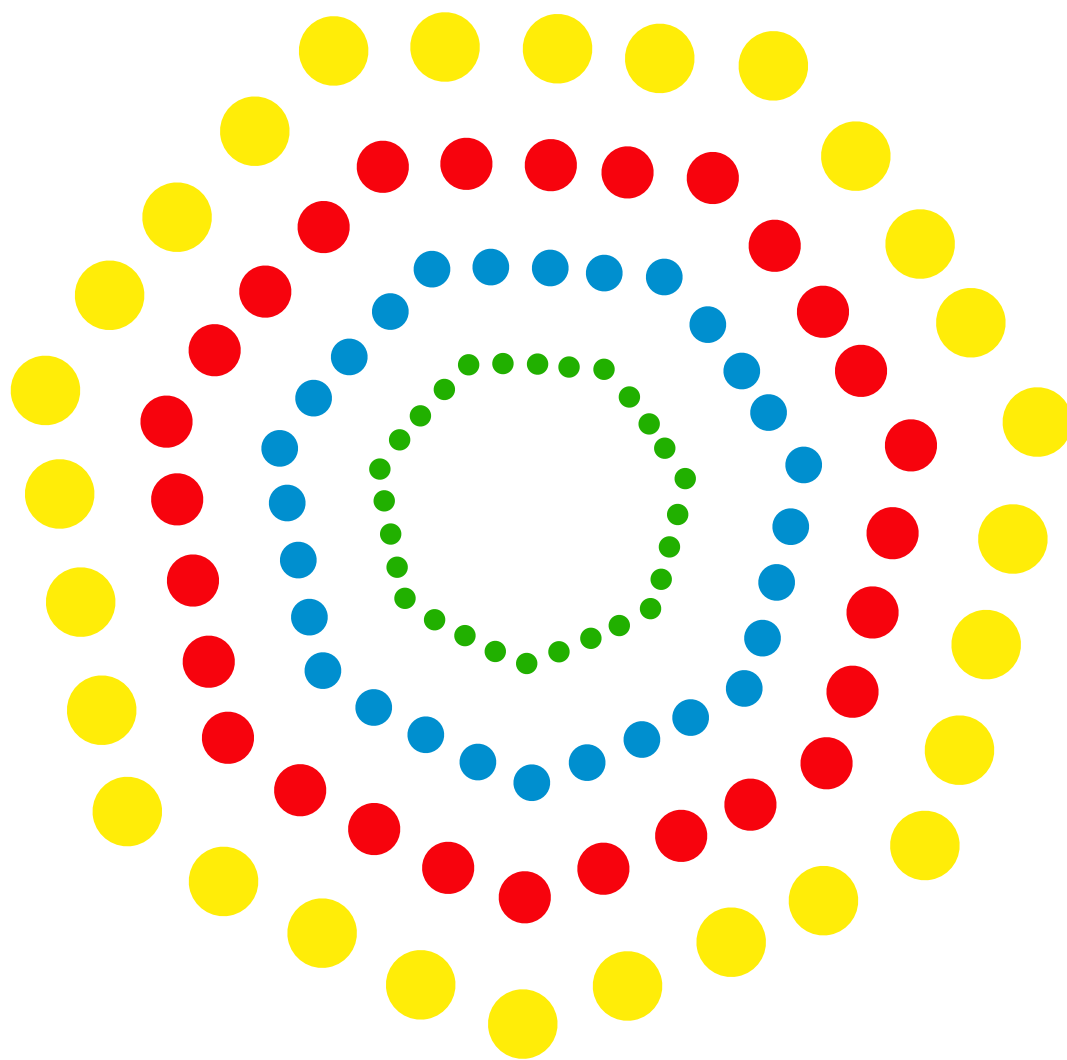
Chercheur postdoctoral au Centre des droits de l'homme de l'Université de Pretoria

Kunle Balogun

Consultant rédacteur de contenu au Centre d'étude des économies africaines (CSEA)

CONCEPTION ET MISE EN PAGE :

Hubble Studios, Afrique du Sud



Nous apprécions grandement le temps et les contributions de tous les participants au Dialogue sur les connaissances, des répondants à l'enquête et des personnes interrogées. Sans leurs observations précieuses, ce rapport n'aurait pu être produit.

Abdul Hakeem-Ajijola

Président
Comité de la feuille de route stratégique et
du plan d'action du Bureau de protection des
données du Nigeria (NDPB)
Nigeria

Adedeji Adeniran

Directeur de la recherche
Centre d'études des économies d'Afrique
(CSEA)
Nigeria

Akintunde Seriki

Responsable du contenu, médias
numériques et communications
Autorité de gestion du trafic de l'État de
Lagos
Nigeria

Andrew Partridge

Economiste senior
Recherche TIC Afrique
Afrique du Sud

Annexious Chomo

Analyste des systèmes
Ministère du Tourisme
Malawi

Asma Awad

Ingénieur d'exploitation des réseaux
Centre national d'information
Soudan

Badriyya Yusuf

Researcher
Queens University
Canada

Banji Michelo

Responsable des affaires juridiques et
réglementaires
Autorité zambienne des technologies de
l'information et des communications (ZICTA)
Zambie

Billy Boruett

Advocat
Kenya

Brian Tshuma

Co-Directeur
Clinique de données du Sud
Ghana

Bulelani Jili

Boursier Meta PhD
Université de Harvard
États-Unis

Bridget Boaky

Responsable politique
Institut Tony Blair
Ghana

Abigail Yeboah

Chef de l'administration
Commission de la protection des
données
Ghana

Afi Edoh

Étudiant en Master d'Intelligence
Artificielle Institut de Technologie de
Dakar
Sénégal

Alastair Tempest

Président-directeur général
Ecommerce Forum Africa
Afrique du Sud

Alice Kibombo-Ekanya

Bibliothécaire
Groupe d'utilisateurs de Wikimedia en
Ouganda (WMUGU)
Ouganda

Andrey Shcherbovich

Chercheur invité
Université McGill
Canada

Anthony Butler

Directeur de la technologie
IBM Arabie Saoudite
Arabie Saoudite

Avis Momeni

Secrétaire général / Chercheur en
droits numériques Protege QV
Cameroun

Bahate Mwakasole

Chef d'équipe Convenor
Équipe de la campagne d'inclusion
numérique - Malawi
Malawi

Benard Kipkorir Koech

Directeur exécutif
Boresha Life Empowerment Kenya
Kenya

Berenice Fernandez Nieto

Chercheur
Alliance Data-Pop
Royaume-Uni

Blessed Marecha

Étudiant en dernière année de LLB
Université d'État des Midlands
Zimbabwe

Catherine Muya

Chargé de programme - Numérique
Article 19
Kenya

Abubakar Orisankoko

Spécialiste du droit des technologies
Centre pour les professionnels de la
confidentialité des données
Royaume-Uni

Aji Fama Jobe

Défenseur du numérique et développeur
de logiciels
Women Techmakers Banjul
La Gambie

Alexander White

Commissaire à la protection de la vie
privée
Commissariat à la protection de la vie
privée des Bermudes
Bermudes

Alinafe Nthondowa

Technicien en informatique
Vortnet
Malawi

Aretha Mare

Chef de projet - Gouvernance des données
Smart Africa
Rwanda

Awua Aondongu

Bibliothécaire du collège
Collège des sciences infirmières
Nigeria College Of Nursing Sciences
Nigeria

Balbina Manga

Coordinateur
@JURIS.TIC
Cameroun

Benjamin Akintunde Akinmoyeje

Doctorant en informatique Étudiant en
recherche
Université des sciences et de la
technologie de Namibie
Namibie

Bernard Brian Cudjoe

Agent de liaison UA-GFCE
Forum mondial sur l'expertise
cybernétique (GFCE)
Ghana

Bonface Witaba

Chercheur principal
Initiative de l'Agenda numérique pour la
Tanzanie
Kenya

Bukola Oronti

Membre du Conseil exécutif
Chapitre nigérian de l'Internet Society
(ISOC)
Nigeria

Cecil Agbley

Bénévole
Youth Alliance On Sustainability
Ghana

Charmaine Smith

Rédacteur
Research ICT Africa
Afrique du Sud

Courage Chileegbo

Directeur de la technologie
Cygec IT Solutions
Libéria

Denis Pastory

Chercheur en science des données
appliquées
Université d'agriculture de Tokyo
Japon

Derrick Mkandawire

Analyste de systèmes indépendant
Academia
Malawi

Ernest Mafuta

Président
SIG Accès Internet abordable
Zambie

Ewan Sutherland

Visiting Professor
Link Centre
Université de Witwatersrand
Afrique du Sud

Folake Olagunju

Chargé de programme TIC Communauté
économique des États de l'Afrique de
l'Ouest (CEDEAO)
Nigeria

Francie Monyango

Étudiant en LLM
Université de Nairobi
Kenya

Glenn Mcknight

Responsable de l'information
Organisation régionale nord-américaine
At-Large (NARALO)
Canada

Günther Cyranek

Consultant indépendant
Allemagne

Guilherme Fitzgibbon

Chef du secteur politique, ambassade à
Nairobi
Ministère des affaires étrangères du
Brésil
Brésil

Hayford Oppong

Directeur
Configured Technology Limited
Ghana

Chiti Mbizule

Chercheur
Kanzi Insights
Zambie

Dennis Redeker

Chercheur postdoctoral
Université de Brême
Allemagne

Dirk Brand

Consultant juridique
Travailleur indépendant
Afrique du Sud

Dorice Kaijage

Coordinateur
Centre Omuka
Tanzanie

Emma Day

Consultant
UNICEF
Portugal

Ethan Mudavanhu

Avocat spécialisé en droit des technologies
Partenariat d'accès
Afrique du Sud

Fatou Sarr

Volontaire
Internet Society (ISOC), Chapitre du Sénégal
Sénégal

Gabriel Karsan

Directeur
Initiative pour la jeunesse émergente
Tanzanie

George Mhlanga

Responsable des TIC
Ministère de la santé
Malawi

Gianluca Misuraca

Fondateur et Vice-président
Inspiring Futures SA
Espagne

Hansol Park

Responsable de la prévention du crime et de
la justice pénale
UNODC
Corée du Sud

Hatchson Mkwapatira

Directeur du développement commercial
TurnKey Market Solutions (TMS)
Malawi

Clara Stinsho

Administrateur professionnel junior
Banque Mondiale
États-Unis

Davi Severiano Goia Cabral D'Almada

Directeur du Centre d'information et de
communication
Autorité nationale de régulation des TIC
Guinée-Bissau

Deon Woods Bell

Conseiller principal, Politique mondiale
Fondation Bill et Melinda Gates
États-Unis

Ephraim Percy Kenyanito

Chargé de programme principal
Article 19
Kenya

Evelyn Namara

Directeur de programme et chercheur
Alliance pour un Internet abordable
Ouganda

Fitina Kalua

Responsable informatique
Université de Livingstonia
Malawi

Franck Adopo

Doctorant - Protection des données
Université Panthéon-Assas Paris France

Gbenga Sesan

Directeur exécutif
Initiative Paradigm
Nigeria

Gilles Bana

Analyste des tendances mondiales Cullen
International
Belgique

Godfrey Mfunne

Membre
Campagne d'inclusion des données au
Malawi
Malawi

Harold Fote

Responsable du suivi et de l'évaluation
Commission nationale de planification du
Malawi
Malawi

Hawi Rapudo

Chargé de projet/Directeur
Kijiji Yeetu
Kenya

Ismael Abdulai

Associé
Renaissance Law Chambers
Ghana

Israel Masiano

Responsable des relations publiques
Ministère de l'eau et de l'assainissement
Malawi

Jimmy-Christel Ngoma

Chef de projet senior
Union internationale des
télécommunications (UIT)
Ethiopie

JoEllen Urban

Conseiller commercial principal
Office des brevets des États-Unis
(USPTO)
États-Unis

Joyce Mbughi

Chargé de programme
Evidence Action
Malawi

Juliet Nanfuka

Chercheur
Tech Tapestry
Ouganda

K Mohan Raidu

Président
Internet Society (Chapitre ISOC Inde
Hyderabad)
Inde

Kate Munuka

Responsable des affaires réglementaires
et de la conformité aux politiques
MultiChoice
Zambie

Kholofelo Kugler

Boursier de thèse
Université de Lucerne
Suisse

Koech Benard

Directeur exécutif
Boesha Life Empowerment Kenya
Kenya

Kouakou Fulgence Koffii

Membre
IGF Jeunesse
Côte d'Ivoire

Lauren McCarty

Politique de confidentialité et de données
Meta
États-Unis

Lillian Nalwoga

Directeur
Chapitre ougandais de l'Internet Society
(ISOC)
Ouganda

Louisa Kabwila

Spécialiste de la collecte de fonds et des
communications
Ministère de l'information et de la
numérisation
Malawi

Ihueze Nwobilor

Chargé de programme
Paradigm Initiative
Nigeria

Jacqueline Rowe

Chargé de mission
Global Partners Digital
Royaume-Uni

Joanna Kulesza

Professeure adjointe
Cybercentre de Lodz / Uni Lodz Pologne

Joseph Ambali

Directeur de l'exploitation
Dotengee Nigeria Enterprises
Nigeria

Judith Murungi

Assistant de recherche juridique
DSI-Afrique
Kenya

Julien Hounkpe

Professeur
Université d'Abomey Calavi
Bénin

Kamal Tamawa

Directeur de la politique publique, SSA
GSMA
Nigeria

Katitza Rodriguez

Directeur de la politique mondiale de
protection de la vie privée
The Electronic Frontier Foundation
Pérou

Khumbuzo Nkunika

Directeur adjoint - Communications
Ministère de la technologie et des sciences
Zambie

Koffi Komenan Simon Pierre

Enseignant-chercheur
Université virtuelle de Côte d'Ivoire Côte
d'Ivoire

Lale Tuzmen Aktas

Associé
Macmillan Keck
États-Unis

Leandro Ucciferri

Responsable des partenariats mondiaux
Classement des droits numériques
Argentine

Lizzie Lungu

Informatique/Programmeur Gouvernement
du Malawi - Département de l'aviation civile
Malawi

Ikemesit Effiong

Chef de la recherche
SBM Intelligence
Nigeria

Jimson Olufuye

Consultant principal
Kontemporary Consulting Ltd
Nigeria

John Gumbo

Développeur Web
Unitech
Malawi

Joseph Jarnecki

Analyste de recherche
Royal United Services Institute
Royaume-Uni

Juliet Maina

Directeur principal du groupe,
réglementation et politique publique M-
PESA
Kenya

June Okal

Boursier
Droit de Harvard
Université de Harvard
États-Unis

Kashema Bahago

Associé de recherche
Centre pour l'étude des économies
d'Afrique Nigeria

Katharina Höne

Directeur de la recherche
DiploFoundation
Allemagne

Kirsten Van Camp

Chargé de mission
Commission européenne
Belgique

Kossi Amessinou

Coordinateur - Projets de la Banque
Mondiale Ministère de l'Economie et des
Finances Bénin

Lateef Ayinde

Assistant d'enseignement diplômé
Université d'État de la Floride
États-Unis

Levy Syanseke

Président
Chapitre de Zambie de l'Internet Society
(ISOC)
Zambie

Lomosi Joseph Chinyumba

Administrateur du répertoire
Université de Mzuzu
Malawi

Maateuw Mbaye

Assistant de programme
Article 19
Sénégal

Malekgoloane Malapane

Membre du conseil d'administration
Autorité des noms de domaine .ZA
(ZADNA)
Afrique du Sud

Margaret Nyambura Ndung'u

Expert senior en réglementation des TIC et
gouvernance de l'Internet
GFA Consulting Group GmbH
Éthiopie

Martin Gordon Mubangizi

Responsable de la science des données
UN Global Pulse Kampala
Ouganda

Massima Jacquest

Représentant de l'UIT pour l'Afrique
centrale et Madagascar
Union internationale des
télécommunications (UIT)
Cameroun

Melissa Zisengwe

Chargé de programme
Civic Tech Innovation Network (CTIN)
Afrique du Sud

Merriam Manyozo

Analyste en chef des systèmes
Conseil municipal de Lilongwe
Malawi

Michelle Mwelesa

Responsable du plaidoyer
Forum des libertés civiles
Kenya

Mohamed Farahat

Avocat/Chercheur juridique
Forum sur la gouvernance de l'Internet en
Afrique du Nord & Réseau africain des
droits numériques
Égypte

Mohammed Awal Alhassan

Responsable de la sensibilisation, des
campagnes et de la communication
Groupe d'utilisateurs Wikimédiens de
Dagbani
Ghana

Morris Namaona

Officier de bureau principal
Ministère de la Santé
Malawi

Nashilongo Gervasius

Fondateur et consultant en chef
NamTshuwe Digital
Namibie

Nicholas Gates

Associé principal, Politique et recherche
numérique
Impact Alliance
Royaume-Uni

Mahamoud Moustapha Daher

Membre du Parlement
Assemblée nationale de Djibouti et Membre
du Parlement panafricain
Djibouti

Manal Ismail

Expert en chef, Politiques Internet
NTRA
Égypte

Mariam Jobe

Secrétaire exécutif
Projet Give1 Gambie
La Gambie

Martina Ferracane

Boursier
Institut universitaire européen (IUE)
Italie

Mbanandi Saka

Rédacteur en chef
Youth Net & Counseling
Malawi

Melody Musoni

Expert principal en la matière : Protection des
données Secrétariat de la SADC
Afrique du Sud

Michael Ilishebo

Agent chargé de l'application de la loi
Service de police de la Zambie
Zambie

Mike Dumakude

Responsable du développement commercial
Entreprises Ngoma FACET
Malawi

Mohamed Ibrahim

Chercheur
Université de Technologie de Swinburne
Australie

Morisola Alaba

Coordinateur
Forum des jeunes sur la gouvernance de
l'Internet au Nigeria
Nigeria

Moses Otsieno

Chercheur
Centre de politique cybernétique
Kenya

Mudessir Temam Imamu

Spécialiste de la sauvegarde sociale TRANSIP
Éthiopie

Nazarius Kirama

Président
Chapitre de Tanzanie de l'Internet Society
(ISOC) Tanzanie

Nicole Gregory

Conseiller (Science, technologie et innovation)
Foreign Commonwealth Development Office
(FCDO) - Gouvernement britannique
Kenya

Manyi Arrey Orok-Tambe

Chargé des affaires étrangères Ministère
des relations extérieures
(MINREX)
Cameroun

Mark Dempsey

Chef d'équipe
B&S Europe
Belgique

Mary Uduma

Coordinateur
Forum ouest-africain sur la gouvernance
de l'Internet (WAIGF)
Nigeria

Megan Friday

Économiste junior
Acacia Economics
Afrique du Sud

Mercy King'ori

Analyste politique principal - Afrique
Forum sur l'avenir de la vie privée Kenya

Michael Pisa

Chargé de mission
Centre pour le développement mondial
États-Unis

Modestus Amutse

Président de la commission des TIC
Parlement namibien
Namibie

Mohamed Chemani

Ingénieur
ARPC - Autorité de régulation
Algérie

Moritz Hennemann

Professeur
Université de Passau
Allemagne

Mphatso Jezman

Conseil des organisations non
gouvernementales du Malawi (Congoma)
Malawi

Nancy Kisangau

Associé
Oraro & Company Advocates
Kenya

Neema Lungangira

Membre du Parlement
Parlement de la Tanzanie
Tanzanie

Nompilo Simanje

Responsable juridique et de la politique des TIC
MISA Zimbabwe
Zimbabwe

Odilile Ayodele

Chercheur principal
Université de Johannesburg/IPATC
Afrique du Sud

Onica Makwakwa

Responsable de l'Afrique
Alliance for Affordable Internet (A4AI)
Afrique du Sud

Patricia Boshe

Chercheur principal
Université de Passau
Allemagne

Peter Makata

Ingénieur support réseau Telekom
Networks Malawi
Malawi

Pren-Tsilya Boa-Guehe

Responsable des institutions panafricaines Google
États-Unis

Rory Macmillan

Partenaire
Macmillan Keck
Suisse

Rosalind Kenny Birch

Conseiller en politique internationale
Gouvernement britannique
Ministère du numérique, de la culture, des médias et du sport
Royaume-Uni

Salyou Fanny

Coordinateur national
Forum sur la gouvernance de l'Internet (IGF)
Côte d'Ivoire

Samuel Dada

Chargé de programme
Alliance africaine pour les TIC
Nigeria

Sandro Bazzanella

Chef d'équipe numérique Commission de l'Union africaine
Éthiopie

Serge Koudjo

Directeur
Joviale Services
Bénin

Sherine Achieng

Assistant de plaidoyer
Niyel
Rwanda

Sodiq Omoola

Professeur adjoint
Faculté de droit
Université islamique internationale de Malaisie
Malaisie

Norman Angel Agong

Associé de recherche
Whitehead Communications Consult
Ouganda

Oluseyi Oyebisi

Directeur exécutif
Réseau des ONG du Nigeria
Nigeria

Olubunmi Osuntuyi

Secrétaire Général
Chambre de commerce internationale du Nigeria

Patrick Sembo

Analyste de systèmes
E-Gouvernement
Malawi

Pierre Dandjinou

VP, Engagement des parties prenantes
ICANN
Bénin

Ralph Oyini Mbouna

Directeur de la transformation numérique et des services
Smart Africa
Rwanda

Rebecca Mukite

Responsable des relations publiques et internationales
Commission des communications de l'Ouganda
Ouganda

Sam Hall

Chef d'équipe numérique
Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni
Éthiopie

Sandra Kachitsa Phiri

Jeune ambassadeur mondial
Theirworld
Malawi

Scott Timcke

Associé de recherche senior
Recherche TIC Afrique
Afrique du Sud

Sergio Luis Cossa

PDG
Politique Internet & R4ICT Dev
Mozambique

Simon Munyeki Maina

Facilitateur des connaissances communautaires
Réseau d'information sur les terres arides
Kenya

Sitshengisiwe Ndlovu

Expert en douane et commerce
Organisation of Women in International Trade
Zimbabwe

Nthabiseng Pule

Responsable du projet et de la sensibilisation
Cybersecurity Capacity Centre (C3SA)
Lesotho

Oluwakemi Adeyanju

Responsable des politiques publiques
Meta
Nigeria

Otto Saki

Chargé de programme
Fondation Ford
États-Unis

Peterking Quaye

Fondateur et directeur exécutif
Réseau d'action TIC en Afrique de l'Ouest
Libéria

Praise Sunday

Ingénieur Cloud
ProgitNG
Nigeria

Raymond Onuoha

Politique en matière de technologie
Lagos Business School
Nigeria

Robert Walters

Maître de conférences
Université de Victoria
Australie

Saara Imbili

Analyste politique en chef
Ministère des TIC
Namibie

Samantha Chikepe

Conseiller juridique
First National Bank (FNB)
Afrique du Sud

Sandra Makumbirofa

Economiste senior Recherche
TIC Afrique
Afrique du Sud

Sellah Yekha

Conseiller d'éducation
Discom Communications
Malawi

Shadrach Haruna Directeur général

Agence nationale des drogues
Nigeria

Simone Toussi

Bureau de projet pour l'Afrique francophone/centrale
CIPESA
Cameroun

Souhila Amazouz

Chargé de mission principal
Commission de l'Union africaine
Éthiopie

Stephanie Mainye

Assistant juridique
Centre de droit de la propriété intellectuelle
et des technologies de l'information
Université de Strathmore
Kenya

Steven Pacome Arnaud Akomian

Assistant de recherche
Paradigm Initiative
Côte d'Ivoire

Tapiwa Cheuka

Responsable de la politique commerciale
Union africaine
Éthiopie

Thabo Mashegoane

Président
Alliance africaine pour les TIC (AfICTA)
Afrique du Suda

Tim Smith

Directeur général
Association canadienne de pharmacie
internationale (CIPA)
Canada

Tracey Lauriault

Professeur associé, Médias critiques et Big
Data
Université Carleton
Canada

Wilfred Warioba

Directeur exécutif
Haki maendeleo
Tanzanie

Yamba Dabone

Université Joseph Ki-Zerbo
Burkina Faso

Stephen Walker

Directeur
Réseau de données pour le
développement (D4D.net Canada)

Suzete Centeio

Technicien
ARME
Cap-Vert

Teki Akuetteh

Directeur exécutif
Centre africain des droits numériques
Ghana

Thiago Sombra

Partenaire
Mattos Filho
Brésil

Tochukwu Nwankwo

Bibliothécaire principal
Université du Nigeria
Nigeria

Verengai Mabika

Conseiller principal en politique
Internet Society (ISOC)
Zimbabwe

Walid Zayed

Consultant
Facilitation du commerce
Égypte

Willard T Mugadza

Université d'État des Midlands
Chargé de cours
Zimbabwe

Yolanda Kisenyi

Conseiller en politique
Gouvernement britannique - Ministère
du numérique, de la culture, des médias
et du sport
Royaume-Uni

Steven Frédéric Ondongo

Conseiller juridique
Ministère des postes, des
télécommunications et de l'économie
numérique
République du Congo

Takafumi Ochiai

Associé principal
Atsumi & Sakai
Japon

Thokozani Mswoya

Diplômé
Université des sciences et de la technologie
du Malawi
Malawi

Towela Nyirenda-Jere

Chef, Intégration économique
AUDA-NEPAD
Afrique du Sud

Vincent David Mbombo

Directeur de programme
Haki Maendeleo
Tanzanie

Wezzie Lukhere

Directeur général et consultant principal
CyberSofonet
Malawi

Winnie Kamau

Rédacteur en chef
Association des Journalistes Indépendants
Kenya

Le réseau Internet & Jurisdiction Policy Network est l'organisation multipartite qui a pour mission de résoudre les tensions entre la nature transfrontalière de l'Internet et les juridictions nationales.

Son secrétariat facilite un processus d'élaboration des politiques au niveau mondial entre les parties prenantes clés pour permettre la coopération et la cohérence des politiques. Les participants au réseau politique travaillent ensemble à préserver la nature transfrontalière de l'Internet, à protéger les droits de l'homme, à lutter contre les abus et à favoriser l'économie numérique mondiale. Depuis 2012, le réseau Internet & Jurisdiction Policy Network a engagé plus de 400 entités clés de différents groupes de parties prenantes dans le monde entier, y compris des gouvernements, les plus grandes entreprises Internet du monde, la communauté technique, des groupes de la société civile, des grandes universités et des internationales.